



Conférences-débat

« Comment résister à la face sombre de la digitalisation du rapport entre institutions et citoyen ? »

Louvain-la-Neuve, 27 avril 2022, de 19.00 à 21.30 (MORE 51).

Cette rencontre sera également retransmise par vidéoconférence

Inscription : <https://forms.gle/LxoZrJgABJKiAxGZ8>

L'événement est organisé en collaboration avec La nouvelle association des sociologues et anthropologues louvanistes (NASA) et l'École des sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Louvain (PSAD) dans le cadre des Conférences de l'ABFSA 2022 : « Obéir ou désobéir. Quels éclairages sociologiques ? »

Présentation

Nous vivons dans une « société du risque » (Beck, 2008) dans laquelle, paradoxalement, les individus et les institutions qui la composent font face à la nécessité de prendre des décisions dans un contexte largement marqué par l'incertitude. Les organisations et institutions y ont, plus que jamais, perdu le contrôle du monde externe et concentrent désormais tous leurs efforts sur leur monde interne (Enriquez 1997). Il en est de même dans une action publique marquée de manière croissante par un processus d'individualisation et de responsabilisation des citoyens, adossé à une multiplication d'instruments destinés à gouverner les conduites individuelles (Courmont, 2020).

La gestion publique centralisée et autoritaire des crises successives que nous avons traversées récemment, tout d'abord sécuritaire puis sanitaire, en offre une illustration éclairante. Elle a en effet, dans sa justification, mis nettement l'accent non seulement sur l'expertise de quelques-uns mais également et surtout sur la responsabilité qui incombait au citoyen, faisant reposer sur ce dernier la prévention des risques sanitaires mais aussi l'espoir de retrouver à terme nos libertés individuelles. De leur côté, les citoyens apparaissent réduits au devoir de répondre à l'injonction de s'adapter tout en se déplaçant dans un système limitant les libertés individuelles au nom du bien commun (Stiegler, 2019). Apparaissait alors, dans de nombreux témoignages de professionnels et de citoyens, une discordance perçue entre l'univers de référence normatif au départ duquel se justifiaient ces dispositions et les situations effectives dont ils faisaient l'expérience.

Ce phénomène d'individualisation du rapport entre institutions et citoyens s'illustre notamment à travers la digitalisation croissante des services étatiques et parastataux. Celle-ci a très nettement fait glisser l'interrogation initialement critique sur la « fracture numérique » vers un enjeu davantage opérationnel « d'inclusion numérique » (Plantard, Le Mentec & Trainor, 2013). S'y exprime la volonté politique de développer les capacités des individus à améliorer leur vie au moyen des outils numériques (Peugeot, 2015 ; Brotcorne *et al.*, 2021), quand bien même cette capacitation s'accompagnerait, dans les faits, d'une réduction sensible de ses libertés, ce mouvement apparemment irrésistible laissant peu de place aux alternatives.

Ce déplacement de la responsabilité vers le citoyen dans le rapport aux institutions ne se réduit toutefois pas à cette situation de crise. Au mieux, cette dernière a-t-elle rendu plus explicite et plus général un mouvement de fond que cette rencontre aura pour objet d'interroger ainsi que les marges d'action dont dispose le citoyen qui souhaiterait le questionner ou y résister. Des questions essentielles se posent en effet, liées au consentement et aux modalités de responsabilisation (Martuccelli, 2004) qui accompagnent ces transformations et donc quant aux tensions qui peuvent exister entre ce qui est désiré par les politiques, ce qui est concrètement appliqué par ces mêmes politiques et ce qui est vécu par les citoyens.

Si, comme le suggère Bruno Latour, « il ne faut jamais gâcher une bonne crise », celles que nous venons de connaître nous incitent à nous réinterroger sur l'évolution des institutions de références que nous composons et qui structurent notre existence, et sur la nature de la relation qui nous unit à elles. De quelle manière la sociologie et l'anthropologie permettent-elles de rendre compte de cette relation et de son évolution récente ? Comment nous renseignent-elles sur la manière dont les crises récentes ont permis de questionner ou ont, au contraire, accéléré ces évolutions ? Nous permettent-elles d'envisager des alternatives aux modes d'organisation économiques de nos sociétés ?

Intervenants

Ces questions – et d'autres – seront abordées au cours d'une soirée d'échange en donnant la parole à des chercheurs et à des acteurs de terrain investis sur ces questions.

- **Perine Brotcorne**, historienne, sociologue et chercheuse au « Centre interdisciplinaire de recherche Travail, État et Société » (CIRTES, UCLouvain) éclairera ce contexte de digitalisation des services et les pratiques auxquelles elle donne lieu dans le contexte d'action publique belge. Elle nous permettra d'en saisir les enjeux mais également certaines de ses conséquences pour le citoyen, revenant notamment sur les questions que pose la fracture numérique à certaines populations.
- **Marie-Anne Dujarier**, sociologue du travail et chercheuse au LCSP (Université Paris-Cité), aidera ensuite à saisir et à questionner les logiques sociales à l'œuvre, d'une part, dans ce mouvement de fond de « mise au travail » du citoyen-consommateur (Dujarier, 2008), mais aussi, d'autre part, dans cette pratique d'un « management désincarné » (Dujarier, 2015) qui affecte également les travailleurs de ces institutions dans leurs rapports aux citoyens.

Deux témoins issus du monde syndical et associatif témoigneront à leur tour des problématiques que soulève cette digitalisation des services pour le citoyen, pour les travailleurs et pour la critique sociale. Ils nous permettront aussi de nous questionner sur les leviers d'action et de résistance possibles par rapport à ces évolutions.

Programme

19.00 – Accueil et introduction de la problématique
(John Cultiaux, ABFSA/CIRTES et Aurelien Cochinaux, NASA).

19.30 – Perine Brotcorne (CIRTES, UCLouvain) :
« Comprendre le numérique pour mieux (y) résister »

20.00 – Marie-Anne Dujarier (LCSP, Université Paris-Cité) :
« Écran total : les professionnels dans les services sans relation »

20.30 – Témoignages issus de la société civile et échanges avec la salle.

Informations et inscription

Pour assister, en direct ou à distance à cette soirée, merci de vous inscrire au plus tard le 24 avril en suivant le lien suivant : <https://forms.gle/LxoZrJgABJKiAxGZ8>